

Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénateur Olson, C.P., attirant l'attention du Sénat sur le débat et processus concernant l'Accord du lac Meech.—
(*L'honorable sénateur Olson, C.P.*).

L'honorable Royce Frith (chef adjoint de l'opposition): Honorables sénateurs, comme il a été indiqué précédemment, le sénateur Olson cédera la parole au sénateur David.

[*Français*]

L'honorable Paul David: Honorables sénateurs, ma motion est quand même récompensée à une heure tardive. Je vais vous livrer les discours que j'avais préparé pour le début de cette séance d'aujourd'hui.

Honorables sénateurs, le rejet du lac Meech par deux provinces canadiennes et l'Assemblée des chefs autochtones est une expérience douloureuse pour le peuple québécois. Après trois longues années de débats, les revirements de ces dernières semaines ont démontré à quel point le système parlementaire canadien pouvait être fragile et vicié par des artifices procéduriers intolérables. Les derniers épisodes mélodramatiques ont terni notre image nationale et internationale. Personne, dans notre pays, ne peut éprouver un sentiment de fierté et d'honorabilité. Comme Québécois, je ressens une profonde tristesse comparable à celle que j'ai déjà vécue durant les événements de 1970 et ceux de 1981-1982.

Qu'on le veuille ou non, la défaite du lac Meech est un recul de notre évolution constitutionnelle et de notre maturité nationale. Ce refus est devenu un encouragement évident pour un large segment de la population québécoise qui aspire à un projet de souveraineté-association ou d'indépendance. Je crois sincèrement que le deuil de Meech trahit la volonté des Pères de la Confédération qui, en 1867, avaient compris que l'avenir du Canada reposait sur le compromis difficile d'une tolérance équilibrée mais généreuse entre les deux groupes majoritaires de notre nouvelle nation.

Meech n'est plus. Les politiciens s'empressent déjà de piéger les coupables et de se disculper en ciblant leurs adversaires. Les historiens feront des autopsies facilitées par le passage du temps et l'évolution de l'histoire. Mais, nous tous qui vivons l'événement, nous avons l'ingrate responsabilité de reconstruire ce que nous avons détruit. Je tiens à souligner, avec beaucoup de regret, le rôle néfaste qu'a joué notre propre Chambre, dans ce dossier.

Dans un même souci d'objectivité, je dois rappeler à la population québécoise qu'il est faux d'affirmer que l'Accord de Meech est un rejet du Québec par l'ensemble de la population anglophone du Canada—ou tout au moins par la majorité des premiers ministres qui la représente.

Ces premiers ministres, Vander Zalm de la Colombie-Britannique, Getty de l'Alberta, Devine de la Saskatchewan, Peterson de l'Ontario, Buchanan de la Nouvelle-Écosse et Ghiz de l'Île du Prince-Édouard ont respecté leur engagement et furent tout au long de ces trois années des alliés fidèles du peuple québécois. Je profite de cette occasion pour les remercier et leur témoigner mon admiration. Le premier ministre du Nouveau-Brunswick, McKenna, après avoir critiqué les imperfections de l'Accord pendant longtemps, a quand même fait un noble effort de conciliation en soumettant une liste de propositions qui devaient faire l'objet des prochaines négociations. Avec l'assurance de ses collègues réunis en conclave pendant

une semaine, son parlement a endossé l'accord à l'unanimité. Nous le remercions.

● (1900)

Un hommage particulier doit être témoigné à l'égard de John Turner, chef démissionnaire du Parti libéral, qui n'a jamais renié cet accord et qui a eu le courage de ré-affirmer ses convictions au congrès du Parti libéral de ces derniers jours. Ed Broadbent a lui aussi, avec quelques hésitations de parcours, honoré correctement son appui et mérite notre reconnaissance.

Enfin, l'initiative de cette passionnante et douloureuse aventure de réconciliation nationale fut l'œuvre de notre premier ministre Brian Mulroney. Le peuple québécois ne doit pas oublier qu'il fut l'auteur, le promoteur et le défenseur acharné de cet accord dont le seul objectif, au départ et jusqu'à la fin, était la réintégration du Québec dans la famille constitutionnelle du Canada. Malgré la déception qu'il doit ressentir profondément, il est injuste et malveillant de le rendre responsable de cet échec. Beaucoup de remarques que j'ai entendues cet après-midi m'ont fait croire qu'il était la cible privilégiée de nos amis d'en face. Pendant trois années, le premier ministre et les membres de son équipe, particulièrement notre leader, le sénateur Murray, ont travaillé avec patience, persévérance et loyauté, à convaincre les nouveaux premiers ministres provinciaux élus durant cette période, d'honorer et de ratifier la signature de leurs prédécesseurs.

Une mention toute spéciale doit être faite sur la conduite impeccable du premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa, qui dans son discours télévisé a reconnu l'appui indéfectible du premier ministre Mulroney. Avec fermeté, avec dignité mais avec modération, il a décrit la frustration de son Gouvernement et du peuple québécois sans pour autant renier son option fédéraliste. Je crois que cette dernière phrase est importante.

Nous souhaitons que son appel soit entendu et compris. Il est certain qu'il ne négociera jamais un nouvel accord tant et aussi longtemps que l'ensemble du Canada n'acceptera pas le minimum des cinq demandes non honorées par deux législatures provinciales récalcitrantes. La balle est définitivement dans le camp canadien et j'espère que le message de monsieur Bourassa, qui a une stature de chef d'État respecté et respectable sera enfin analysé à son mérite. Sinon, la marche des Québécois, telle que nous l'avons vue à Montréal hier, que vous avez vue sur vos écrans de télévision hier, se poursuivra inexorablement vers l'affirmation de son cheminement de société distincte.

J'ai revécu, ces dernières semaines, ma vie de médecin. Combien de fois nous avons essayé de sauver des malades qui, malgré nos efforts, ont terminé leur destinée humaine. Ces échecs de la médecine ont néanmoins permis les remarquables progrès que nous constatons aujourd'hui. Avec cette vision, il me semble que l'échec de Meech pourrait devenir un tremplin pour corriger les graves lacunes de notre système constitutionnel. La société, comme la médecine, doit analyser ses erreurs et trouver de nouveaux moyens pour éviter leur répétition. La perfection n'étant pas une caractéristique fondamentale de la condition humaine, ni de la société, ni des législatures, on doit s'efforcer d'évoluer vers un idéal rarement atteint mais vers lequel, par étapes graduelles, nous essayons de nous diriger.